

La guerre en Syrie et l'irruption de Daech ont-ils des liens de cause à effet ?



Avec l'irruption inattendue des combattants de Daech (ou État islamique) dans le Nord de l'Irak, la chute de Mossoul et le long siège de Kobané, en Syrie, la question kurde est revenue sous les feux de l'actualité internationale depuis l'été 2014. Extrait de "La Question kurde à l'heure de Daech", de Gérard Chaliand et Sophie Mousset, publié au Seuil éditions (1/2).

Avec Gérard
Chaliand

Avec Sophie Mousset

Les événements du « Printemps arabe » n'allaient pas tarder à affecter l'équilibre de l'Irak comme de la région. Tandis que le gouvernement de Bagdad appuyait celui de Bachar al-Assad, entré en guerre contre une partie des Syriens, les combattants sunnites irakiens opéraient en Syrie orientale et s'assuraient d'un centre de gravité à Raqqa. L'insurrection irakienne ne connaissait aucun essoufflement, mais le théâtre syrien, avec la proximité de la frontière turque, offrait des possibilités d'action considérables compte tenu de moyens logistiques et financiers inédits, sans même mentionner l'afflux de nouveaux combattants.

C'est en 2013 qu'Abu Bakr al-Baghdadi, le chef de l'insurrection, se brouille avec le groupe Jabhat al-Nosra, affilié à Al-Qaïda, et renomme le mouvement : l'État islamique d'Irak et du Levant (ou Daech). La politique d'exclusion sectaire exercée depuis des années par Nouri al-Maliki est à l'origine de l'effondrement de son armée, gangrenée par la corruption. Daech, au contraire, rencontre des groupes sunnites qui luttent, depuis des années déjà, contre le régime.

De façon inattendue, le 10 juin 2014, à Mossoul, dans le nord de l'Irak, bien que les autorités kurdes n'aient cessé d'informer Nouri al-Maliki et les Américains de la gravité de la situation, les quelques milliers de combattants de Daech mettent en fuite des contingents chiites infiniment plus nombreux, mais dénués de tout désir de combattre. Cette désintégration inopinée laisse entre les mains de Daech de larges quantités de matériel, de munitions et de fonds. Dès le 29 juin est institué un État islamique avec un califat autoproclamé, grossi d'éléments issus du régime sunnite précédent, baasiste, etc.

Ce raid éclair et la prise, dans la foulée, de la seconde ville du pays constituent un choc auprès de tous les militants (ou volontaires) djihadistes qui ont le sentiment que la victoire est enfin au bout du fusil. À partir de ce moment, Daech va multiplier sa politique de terreur, de façon à créer un vent de panique qui précède sa venue et facilite la paralysie des adversaires, tout en montrant sa maîtrise de la communication.

En juillet, devant le retrait des forces chiites, les Kurdes réoccupent une partie importante des territoires qu'ils revendiquaient, dont Kirkouk, source de toutes les frictions avec le pouvoir central, comme d'ailleurs avec la Turquie. Pour les Kurdes, l'effondrement des troupes de Nouri al-Maliki représentait une divine surprise. Tout ce qui, jadis, depuis l'insurrection de Mustafa Barzani, constituait leur

objectif territorial premier venait de tomber entre leurs mains !

L'armée irakienne, dotée de matériel américain, longuement entraînée, s'était effondrée en quelques jours dans les zones sunnites qu'elle tenait sous ses bottes. Tout comme, en 1975, l'armée de Saigon, supérieurement armée, s'était diluée en quelques semaines devant le pouvoir des nordistes. Ce qui compte, dans une 128^e armée, est moins son armement que sa volonté de combattre. Qui, au Sud-Vietnam, voulait risquer de mourir pour le régime de Saigon ? Qui, dans l'armée irakienne, avait la moindre confiance dans des officiers qui vivaient de la prédation exercée à l'encontre de leurs propres troupes ?

Alors que Daech semblait vouloir marcher sur Bagdad, le PDK, qui ne manquait pas de contact avec Daech, ne se croyait pas menacé. Soudain, avec brutalité, Daech attaqua ses peshmergas qui, pris par surprise et sans préparation, se replièrent du Sindjar, au grand dam de la population yézidie. Pis, à Makhmour et à Gwer, les peshmergas rejetaient. La Turquie laissait faire. Le fait est que, depuis plusieurs années, les forces armées n'étaient plus au centre des préoccupations du régime. Ni l'entraînement, ni l'armement, ni la chaîne de commandement n'étaient au point.

L'afflux de capital, généré par les hydrocarbures, depuis une demi-douzaine d'années a provoqué, dans les milieux dirigeants, un « syndrome de Dubaï ». Pourtant, l'environnement politique ne permettait pas d'oublier que les forces armées représentaient non seulement une force de dissuasion mais aussi la garantie de la survie.

En revanche, des unités iraniennes d'élite Al-Qods ainsi que des éléments du PKK continuent de se battre. La situation est sauvée par l'arrivée in extremis, le 8 août, de l'aviation américaine, quelques heures avant la possible chute d'Erbil, la capitale de la région où règne la panique. Lorsque, par la suite, les peshmergas se ressaisissent et remportent des succès à Zumar et au 129 Sindjar, grâce à l'appui aérien des alliés, on envisage la formation « dans les six mois » d'une armée nationale, comme un vœu pieux.

En réalité, on s'installe dans une guerre d'usure. Cela tient au fait que la liberté d'action de Daech est largement compromise par les bombardements. Les attaques ne peuvent plus concentrer des forces nombreuses, les déplacements deviennent coûteux. On opère donc par temps de brouillard, ou de nuit, ou par surprise, en coups de boutoir, pour faire saigner et tenir l'adversaire par l'inquiétude ou sur le qui-vive.

Aujourd'hui, les régions tenues par Daech correspondent en Irak à celles des sunnites, et à une partie de celles-ci en Syrie, avec Raqqa comme épicerie.

La Turquie qui, comme le Qatar, soutient de façon générale les Frères musulmans et le Hamas, a son propre agenda. Celui-ci vise en priorité la destruction du régime de Bachar al-Assad et l'établissement d'une zone de non-vol. Celle-ci servirait opportunément de plate-forme pour divers mouvements qu'elle soutient et pourrait rendre la situation du Rojava, le Kurdistan syrien, encore plus problématique. Au-delà de la dimension régionale qui est essentielle, l'internationalisation du conflit implique les États-Unis et ses alliés d'un côté, la Russie de l'autre.

C'est l'initiative russe de faire détruire l'arsenal chimique du régime syrien qui a sauvé ce dernier. Bachar al-Assad est-il le seul à avoir usé d'armes chimiques ? On a prétendu que les services turcs avaient manipulé un groupe syrien pour amener les États-Unis à intervenir comme ils l'avaient annoncé en fixant une ligne rouge.

Pour les Kurdes, l'impact des événements en Syrie et la proximité de la frontière turque ont joué un rôle important dans le choc en retour provoqué par l'irruption de Daech.

1. L'origine du conflit n'est pas la marginalisation des sunnites en Irak mais celle des chiites depuis la création de l'État irakien – pour ne pas remonter plus loin.

Extrait de "[La Question kurde à l'heure de Daech](#)", de Gérard Chaliand et Sophie Mousset, [publié au Seuil éditions](#), 2015. Pour acheter ce livre, [cliquez ici](#).

